

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1988-1989**

21 MARS 1989

**Projet de loi relatif à l'élection
du Parlement européen****AMENDEMENTS****SOMMAIRE**

N ^{os}	Pages
3 Amendements proposés par M. Peetermans	2
4 Amendement proposé par M. Luyten . .	4
5 Amendements proposés par M. Luyten . .	5
6 Amendements proposés par M. Vandenhautte	6

R. A 14706*Voir :***Documents du Sénat :**

622 (1988-1989) :

N^o 1 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.N^o 2 : Rapport.**BELGISCHE SENAAT****ZITTING 1988-1989**

21 MAART 1989

**Ontwerp van wet betreffende de verkiezing
van het Europese Parlement****AMENDEMENTEN****INHOUD**

Nrs.	Bladz.
3 Amendementen van de heer Peetermans . .	2
4 Amendement van de heer Luyten . . .	4
5 Amendementen van de heer Luyten . . .	5
6 Amendementen van de heer Vandenhautte	6

R. A 14706*Zie :***Gedr. St. van de Senaat :**

622 (1988-1989) :

N^r 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.N^r 2 : Verslag.

N° 3 — AMENDEMENTS PROPOSES PAR M. PEETERMANS

Art. 9

Remplacer cet article par la disposition suivante :

« L'élection du Parlement européen se fait sur la base d'une circonscription belge unique englobant l'ensemble des arrondissements électoraux belges. »

Art. 10

Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Il y a un seul collège électoral belge qui correspond à une circonscription électorale belge unique et élit vingt-quatre représentants. »

Art. 12

A. Au premier alinéa du § 1^{er} de cet article, remplacer le mot « Chaque » par le mot « Le ».

B. Au § 2 de cet article, remplacer le premier alinéa par la disposition suivante :

« Le bureau principal de collège est établi à Bruxelles. »

Art. 15

A. Au 1^o de cet article, remplacer les mots « les bureaux principaux de collège et de province » par les mots « le bureau principal de collège et les bureaux principaux de province ».

B. Au 2^o de cet article, remplacer les mots « des bureaux principaux de collège » par les mots « le bureau principal de collège ».

Art. 21

Au § 2, sixième alinéa de cet article, supprimer la deuxième phrase qui est rédigée comme suit : « Dans la même déclaration, les candidats qui se présentent devant le collège électoral français doivent certifier qu'ils sont d'expression française ou allemande, tandis que les candidats qui se présentent devant le collège électoral néerlandais doivent certifier qu'ils sont d'expression néerlandaise. »

Art. 22

A. Supprimer, au deuxième alinéa de cet article, le b) du 5^o.

B. Remplacer, au 8^o du deuxième alinéa de cet article, les mots « de Liège ou d'Anvers, selon qu'il

Nr. 3 — AMENDEMENTEN VAN DE HEER PEETERMANS

Art. 9

Dit artikel te vervangen als volgt :

« De verkiezing van het Europese Parlement wordt gehouden op basis van één Belgische kieskring die alle Belgische kiesarrondissementen omvat. »

Art. 10

Dit artikel te vervangen als volgt :

« Er is één Belgisch kiescollege bestaande uit één Belgische kieskring die vierentwintig vertegenwoordigers kiest. »

Art. 12

A. In het eerste lid van § 1 van dit artikel, het woord « Elk » te vervangen door het woord « Het ».

B. In § 2 van dit artikel, het eerste lid te vervangen als volgt :

« Het collegehoofdbureau is gevestigd te Brussel. »

Art. 15

A. In het 1^o van dit artikel, de woorden « de college- en provinciehoofdbureaus » te vervangen door de woorden « het collegehoofdbureau en de provinciehoofdbureaus ».

B. In het 2^o van dit artikel, de woorden « de collegehoofdbureaus » te vervangen door de woorden « het collegehoofdbureau ».

Art. 21

In § 2, zesde lid van dit artikel, de tweede volzin « In dezelfde verklaring moeten de kandidaten die zich voor het Nederlandse kiescollege aanmelden bevestigen dat zij Nederlandstalig zijn, terwijl de kandidaten die zich voor het Frans kiescollege aanmelden bevestigen dat zij Frans- of Duitstalig zijn. » te doen vervallen.

Art. 22

A. In dit artikel, tweede lid, het 5^o, b) te doen vervallen.

B. In hetzelfde artikel, tweede lid, 8^o, de woorden « Antwerpen of van Luik gebracht, naargelang het

s'agit de candidats présentés devant le collège électoral français ou néerlandais » par les mots « de Bruxelles ».

Art. 23

A. Au premier alinéa de cet article, supprimer les mots « IIa ou IIb ».

B. Au deuxième alinéa de cet article, remplacer les mots « respectivement de la circonscription électorale wallonne et flamande » par les mots « de la circonscription électorale belge ».

C. Supprimer le troisième alinéa de cet article.

Art. 24

Supprimer le § 3 de cet article.

Art. 34

Supprimer cet article.

Art. 35

A. Supprimer le deuxième alinéa de cet article.

B. Au troisième alinéa de cet article, remplacer les mots « respectivement transmis, par la voie la plus rapide, au président du bureau principal de collège néerlandais » par les mots « transmis, par la voie la plus rapide, au président du bureau principal de collège belge ».

Art. 41

A. Supprimer le 3^e du premier alinéa de cet article.

B. Supprimer le deuxième alinéa de cet article.

Justification

Comme le projet de loi sur les élections européennes soulève beaucoup de susceptibilités communautaires pour des raisons de technique électorale, nous proposons d'organiser ces élections sur la base d'une circonscription électorale unique pour l'ensemble de la Belgique. En procédant ainsi, point n'est besoin d'encore faire une distinction entre des arrondissements électoraux français et néerlandais et l'on s'épargnera ainsi des débats sans fin sur la répartition des sièges.

De cette manière, ce dernier problème sera résolu par la voie la plus démocratique et chaque électeur pourra voter librement pour le candidat qui lui paraît le mieux convenir.

kandidaten betreft die voorgedragen zijn voor het Nederlandse of het Franse kiescollege » te vervangen door de woorden « Brussel gebracht ».

Art. 23

A. In het eerste lid van dit artikel, de woorden « IIa of IIb » te doen vervallen.

B. In het tweede lid van dit artikel, de woorden « respectievelijk de Vlaamse en de Waalse kieskring » te vervangen door de woorden « de Belgische kieskring ».

C. Het derde lid van dit artikel te doen vervallen.

Art. 24

Paragraaf 3 van dit artikel te doen vervallen.

Art. 34

Dit artikel te doen vervallen.

Art. 35

A. Het tweede lid van dit artikel te doen vervallen.

B. In het derde lid van dit artikel, de woorden « respectievelijk gezonden aan de voorzitter van het Nederlands collegehoofdbureau en aan de voorzitter van het Frans collegehoofdbureau » te vervangen door de woorden « gezonden aan de voorzitter van het Belgisch collegehoofdbureau ».

Art. 41

A. In dit artikel, eerste lid, het 3^e te doen vervallen.

B. Het tweede lid van dit artikel te doen vervallen.

Verantwoording

Aangezien het wetsontwerp omtrent de Europese verkiezingen door kiestechnische omstandigheden communautair zwaar beladen wordt, stellen wij voor deze verkiezing in één kieskring voor gans België te houden. Op deze wijze dient er geen onderscheid meer gemaakt te worden tussen Nederlandstalige en Franstalige kieskringen en daaruit voortvloeiend ook geen eindeloze debatten over zetelverdelingen te worden gehouden.

Op deze manier wordt dit laatste probleem op de meest democratische wijze opgelost en kan elke kiezer vrij kiezen voor de kandidaat die hij als geschikt acht.

E. PEETERMANS.

N° 4 — AMENDEMENT PROPOSE PAR M. LUYTEN

Art. 9

Remplacer le 2° et le 3° de cet article par les dispositions suivantes :

« 2° La circonscription électorale wallonne qui comprend les arrondissements électoraux appartenant entièrement à la région de langue française;

3° La circonscription électorale mixte, qui comprend :

a) l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde, visé à l'article 3, § 2, alinéa deux, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966;

b) la région de langue allemande. »

Justification

Dans un système démocratique fondé sur la représentation proportionnelle, 14 à 15 sièges devraient revenir à la circonscription flamande et 9 à 10 sièges à la circonscription wallonne. Il semble bien que, du côté wallon, on ne soit pas disposé à céder un siège et que, du côté flamand, on ne le soit pas à en revendiquer un.

Une autre injustice doit également être atténuée. Pour les élections européennes, le législateur belge prend comme point de départ les Communautés, aujourd'hui reconnues officiellement. C'est pourquoi il existe un collège électoral flamand et un collège électoral wallon et, dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale (comme d'ailleurs en Fourons et à Comines), l'électeur peut voter pour un de ces deux collèges électoraux et non pour un collège bruxellois distinct.

Ce système présente des inconvénients :

1° La circonscription électorale de Bruxelles comporte, outre la région officiellement bilingue de Bruxelles-Capitale, le grand arrondissement administratif de Hal-Vilvorde, avec les six communes à facilités, lequel appartient à la région de langue néerlandaise, officiellement unilingue.

2° La Communauté germanophone est considérée comme inexistante puisqu'elle est tout simplement comprise dans la Région wallonne.

Dans la logique communautaire, la Communauté germanophone devrait se voir attribuer un siège européen sur la base d'un collège électoral et d'une circonscription électorale de langue allemande.

En Wallonie, on n'est manifestement pas disposé à aller jusqu'à cette conséquence logique élémentaire.

Une résolution du *Rat der deutschsprachigen Gemeinschaft* ainsi qu'une proposition de résolution de la Chambre et une proposition de loi du Sénat, déposées par des parlementaires de la région de langue allemande, indiquent qu'ils réclament bel et bien un siège.

Toutefois, si on ne leur accorde aucun siège, le moins qu'on puisse faire est de ne pas les traiter sans plus comme s'ils étaient Wallons, mais de leur donner la possibilité, tout comme aux « Bruxellois », de choisir entre des listes wallonnes et flamandes.

Nr. 4 — AMENDEMENT VAN DE HEER LUYTEN

Art. 9

Het 2° en het 3° van dit artikel te vervangen als volgt :

« 2° De Waalse kieskring die de kiesarrondissementen omvat die in hun geheel tot het Franse taalgebied behoren;

3° De gemengde kieskring die bestaat uit :

a) het kiesarrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde, bedoeld in artikel 3, § 2, tweede lid, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966;

b) het Duitse taalgebied. »

Verantwoording

In een democratisch stelsel met evenredigheidsverhoudingen zouden 14 tot 15 zetels aan de Vlaamse kieskring toekomen en 9 à 10 aan de Waalse. Het ziet er naar uit dat er van Waalse zijde geen bereidheid bestaat om een zetel af te staan, noch van Vlaamse zijde om er een op te eisen.

Een andere onrechtvaardigheid dient eveneens gemilderd. Voor de Europese verkiezingen neemt de Belgische wetgever als uitgangspunt de nu officieel erkende Gemeenschappen. Vandaar dat er een Vlaams en een Waals kiescollege bestaat en dat in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad (zoals trouwens in Voeren en in Komen) kan gekozen worden voor één van beide kiescolleges en niet voor een Brussels afzonderlijk.

Deze regeling roept bezwaren op :

1° De Brusselse kieskring omvat, naast het officieel tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, tevens het grote administratieve arrondissement Halle-Vilvoorde, met de zes faciliteiten-gemeenten, dat behoort tot het officiële eentalig Nederlands taalgebied.

2° De Duitse Gemeenschap wordt als onbestaande behandeld, want ze is gewoon ondergebracht onder het Waalse Gewest.

In de gemeenschapslogica zou aan de Duitse Gemeenschap één Europese zetel moeten toekomen op basis van een Duits kiescollege en een Duitse kieskring.

Blijkbaar is men van Waalse zijde niet geneigd deze elementaire logica door te trekken.

Een resolutie van de *Rat der deutschsprachigen Gemeinschaft*, alsook een voorstel van resolutie in de Kamer, en een voorstel van wet in de Senaat, ingediend door parlementsleden uit het Duitse taalgebied, wijzen erop dat zij wel degelijk om een zetel vragen.

Indien men hen echter geen zetel gunt, is het allerminst wat men kan doen, hen niet zonder meer als Walen te behandelen doch hen de kans te laten, net zoals aan de « Brusselselaars », te kiezen tussen Waalse en Vlaamse lijsten.

C'est pourquoi il est proposé d'étendre le système de la circonscription électorale de Bruxelles à la région de langue allemande.

Nous proposons de supprimer les mots « ou allemande » parce que cette expression n'est que de la poudre aux yeux. Des candidats d'expression allemande n'ont aucune valeur sans un collège électoral et une circonscription électorale de langue allemande. Ils dépendent du bon vouloir wallon.

**

N° 5 — AMENDEMENTS PROPOSES PAR M. LUYTEN

Art. 10

A cet article, remplacer la deuxième phrase du premier alinéa par ce qui suit :

« Pour les élections fixées au 18 juin 1989 en vertu de l'article 32, les électeurs du collège électoral français élisent onze représentants, ceux du collège électoral néerlandais treize. »

Pour les élections qui auront lieu sous les législatures suivantes, les électeurs du collège électoral français élisent dix représentants, ceux du collège électoral néerlandais quatorze. »

Justification

Le présent amendement a pour objet d'inscrire dans le texte de la loi ce qui figure dans l'exposé des motifs. Si la répartition des sièges entre le collège électoral néerlandais actuel et le collège électoral français actuel ne sera réglée que dans la troisième phase de la réforme de l'Etat, il serait difficile dans le contexte actuel, que ce ne soit pas sur la base d'un rapport 14-10, selon les chiffres de population. D'autres veulent discuter sur un rapport 15-9, compte tenu des habitants de nationalité belge.

Dans ce dernier cas, une modification de la loi est toujours possible, y compris avec une représentation minimum de la Communauté germanophone, ce qui pourrait donner 14-9-1.

De toute manière, cet amendement est une indication claire d'un sentiment général en Flandre, quand on voit combien d'électeurs il a fallu en Flandre pour un seul siège européen.

Art. 45

Supprimer le premier alinéa de cet article.

Justification

En corrélation avec l'amendement à l'article 10, il est clair que la future loi pourra être applicable aux élections européennes dans l'avenir et non à celles du 18 juin 1989.

**

Daarom wordt voorgesteld om het stelsel van de Brusselse kieskring uit te breiden tot het Duitse taalgebied.

De schrapping van het woord « Duitstalig » stellen wij voor omdat dit woord louter oogverblindend is. Duitstalige kandidaten zonder Duits kiescollege noch kiesdistrict zijn waardeeloos. Zij hangen af van Waalse toestemming.

W. LUYTEN.

**

Nr. 5 — AMENDEMENTEN VAN DE HEER LUYTEN

Art. 10

In het eerste lid van dit artikel de tweede volzin te vervangen als volgt :

« Voor de verkiezingen, die volgens artikel 32 zijn vastgesteld op 18 juni 1989, kiezen de kiezers van het Nederlandse kiescollege dertien vertegenwoordigers, deze van het Franse kiescollege elf. »

Wat de verkiezingen voor de daarna volgende legislatures betreft, kiezen de kiezers van het Nederlandse kiescollege veertien vertegenwoordigers en deze van het Franse kiescollege tien vertegenwoordigers. »

Verantwoording

Dit amendement strekt ertoe hetgeen in de memorie van toelichting staat in de wettekst te brengen. Als de zetelverdeling tussen het huidige Nederlandse kiescollege en het Franse kiescollege slechts in de derde fase van de staatshervorming wordt geregeld, kan het moeilijk anders in het huidige aanvoelen dan op basis van een 14-10-verhouding, volgens de bevolkingscijfers. Anderen willen discussiëren over een 15-9-verhouding, rekening houdend met de inwoners van Belgische nationaliteit.

In dat laatste geval is een wetswijziging nog steeds mogelijk ook met een minimale vertegenwoordiging van de Duitse Gemeenschap, wat dan zou kunnen worden 14-9-1.

In ieder geval is dit amendement een duidelijke vingerwijzing van een algemeen aanvoelen in Vlaanderen als men ziet hoeveel kiezers er nodig waren in Vlaanderen voor één Europese zetel.

Art. 45

Het eerste lid van dit artikel te doen vervallen.

Verantwoording

In samenhang met het amendement bij artikel 10 is het duidelijk dat deze wet kan gelden voor Europese verkiezingen van de toekomst en niet voor die van 18 juni 1989.

W. LUYTEN.

**

N° 6 — AMENDEMENTS PROPOSES
PAR M. VANDENHAUTE

Art. 30

Supprimer cet article.

Subsidiairement :

A cet article, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, ajouter un § 2, libellé comme suit :

« § 2. Si les élections ont lieu en même temps que les élections prévues par la loi du 12 janvier 1989 pour l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, les dispositions en matière de procuration de la loi du 12 janvier 1989 sont d'application pour l'élection du Parlement européen. »

Justification

Les disparités de traitement de vote par procuration lors des élections européennes et des élections du Conseil de Bruxelles-Capitale, risquent d'entraîner la confusion.

En effet, pour les élections européennes on admet le système du vote par procuration pour les étudiants qui seraient en examens lors de ce vote, ainsi d'ailleurs que pour certains absents.

Nous estimons quant à nous qu'il faut soit supprimer cet article, soit accorder des facilités à tous les électeurs de notre pays.

Nr. 6 — AMENDEMENTEN
VAN DE HEER VANDENHAUTE

Art. 30

Dit artikel te doen vervallen.

Subsidiair :

Aan dit artikel, waarvan de huidige tekst § 1 wordt, een § 2 toevoegen, luidend als volgt :

« § 2. Indien de verkiezingen samenvallen met de verkiezing waarin de wet van 12 januari 1989 betreffende de verkiezing van de Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, zijn de bepalingen in verband met de volmacht uit de wet van 12 januari 1989 van toepassing voor de verkiezing van het Europese Parlement. »

Verantwoording

Een verschillende regeling van de stemming bij volmacht voor de Europese verkiezingen en voor de verkiezingen voor de Raad van het Brussels Gewest kan verwarring scheppen.

Voor de Europese verkiezingen immers kunnen studenten in de examentijd en sommige categorieën van afwezige kiezers bij volmacht stemmen.

Wij zijn van oordeel dat dit artikel behoort te worden geschrapt; zoniet moet die tegemoetkoming voor alle kiezers gelden.

J. VANDENHAUTE.